



[En Ethiopie, dans la région du Somali, Hassana a intégré en 2018 un programme lui permettant de parfaire ses connaissances en matière de semences et de systèmes d'irrigation, afin de faire face aux changements climatiques. Copyright : Kieran Doherty/ OXFAM]

JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Une transition agricole et alimentaire s'impose pour le climat, la faim et les femmes

Climat, faim et pauvreté représentent un même combat dans un contexte qui pose à nos dirigeants le défi de nourrir plus de 7 milliards d'humains autour de modèles agricoles durables.

Les changements climatiques apparaissent en effet comme les pires ennemis de la lutte contre la faim : sécheresses, inondations et autres phénomènes climatiques extrêmes se multiplient, impactant directement la sécurité alimentaire. Ils ont aussi des effets dévastateurs pour les agriculteurs familiaux des pays du Sud, notamment les femmes qui représentent 43 % des producteurs agricoles, et sont même majoritaires à travailler la terre dans certains pays.

En 2019, le monde a connu 6 famines sans précédent, et les Nations Unies ont annoncé en 2017, pour la première fois depuis 10 ans une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim : 815 millions de personnes, soit 11 % de la population mondiale. La lutte contre la faim régresse depuis maintenant 3 ans, aggravant la pauvreté alors que notre système agricole et alimentaire produit de la nourriture en quantité, mais génère aussi beaucoup d'inégalités : à la question des modèles agricoles durables s'ajoute celle du partage des ressources agricoles, et du rôle des femmes.

Tandis que l'urgence climatique n'est plus à prouver, les scientifiques ont démontré parallèlement que notre modèle agricole et alimentaire n'est plus viable, et qu'amorcer une transition devient inévitable.

Si la défaillance de ce système est globale et revêt différents visages, les racines restent les mêmes : **un système agricole et alimentaire basé sur la prévalence de l'industrie, qui concentre les richesses entre les mains d'un petit nombre d'acteurs et alimente la crise climatique.**

La journée mondiale de l'alimentation oblige à se pencher sur l'échec des politiques menées depuis des décennies qui loin d'avoir résolu la question de la faim, l'ont parfois aggravée, en négligeant les femmes qui travaillent la terre. Et de se questionner sur les choix politiques qui s'imposent si l'on veut s'acheminer vers un futur durable et juste.

Cinq chiffres clés de la faim dans le monde

-Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté pour la quatrième année consécutive en 2018. La sous-alimentation chronique a touché plus de 811 millions de personnes en 2017 (soit 1 personne sur 9), pour atteindre environ **821 millions de personnes en 2018.**

-La part globale de l'aide dédiée à l'agriculture n'augmente pas : **seuls 6,1 milliards de dollars ont été décaissés sur les 22 milliards de dollars promis.** Or cette aide pourrait aider les femmes agricultrices à adapter leur activité aux changements climatiques.

-Les femmes représentent pourtant près de **la moitié de la main-d'œuvre agricole** dans les pays en développement

-L'Afrique de l'Est a connu des vagues de sécheresse en 2005, 2006, 2008 et en 2011. Cette dernière a touché plus de 13 millions de personnes et a causé une famine en Somalie, qui a entraîné le **décès de 260 000 personnes.**

-Selon le dernier rapport du GIEC sur « Terres et changements climatiques », en continuant sur la trajectoire actuelle de consommation dans les pays développés, les émissions totales du système agricole et alimentaire pourraient augmenter de **30 à 40% d'ici à 2050**.

Une situation intolérable pour les producteurs familiaux

Le modèle agricole et alimentaire industrialisé a des impacts sur l'environnement, la santé, les consommateurs, mais aussi, à la source, sur les millions de producteurs familiaux qui travaillent la terre à de petites échelles. Mis en concurrence avec des exploitations de taille industrielle et ultra-subsventionnées, les producteurs familiaux sont écrasés par le marché et touchés par la pauvreté. Jusqu'à ce qu'ils souffrent, eux-aussi, de la faim.

Cette réalité doit nous amener à considérer l'alimentation comme un sujet politique. En cette journée mondiale de l'alimentation, Oxfam s'alarme de ce système alimentaire qui marche sur la tête et sur le statut quo politique qui le maintient.

- Alors que nous produisons suffisamment de nourriture pour l'ensemble des habitants du globe, la faim et la malnutrition augmentent pour la troisième année consécutive¹. En parallèle, notre alimentation inadaptée a des conséquences de plus en plus marquées, y compris dans les pays riches: obésité, diabète.
- La majeure partie de la nourriture produite dans le monde provient d'exploitations familiales, dont une grande partie peine à vivre décemment de son travail.
- Les femmes et les filles en paient le prix fort. Elles sont à la fois celles qui souffrent le plus de la faim (1 à 2 points de plus que les hommes, selon les régions du monde²) et celles qui sont le moins rémunérées pour leur travail en lien avec l'agriculture. Elles n'ont qu'un accès restreint aux ressources, alors qu'elles jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire.
- La production agricole industrielle épuise les terres et rend l'agriculture de plus en plus vulnérable aux changements climatiques (sécheresses, inondations, etc). Par ailleurs, un tiers des émissions de GES sont imputables au système agro-alimentaire. Les impacts conjugués de notre modèle agricole et des changements climatiques sont déjà visibles partout sur la planète et ils seront, à mesure que l'on attend pour agir, de plus en plus irréversibles, amoindrissant les possibilités d'adaptation pour les populations, comme souligné par le GIEC en août dernier, avec la sortie de son rapport sur les terres³.
- Si les solutions pour la transition vers un futur alimentaire durable (tels que l'agroécologie - qui produit de la nourriture sans dégrader la nature, la relocalisation des systèmes agricoles et alimentaires, et le soutien aux paysan.ne.s) sont connues, les obstacles ne sont pas levés, et le soutien politique fait défaut.

1-RECRUESCENCE DE LA FAIM DANS UN MONDE D'ABONDANCE

821 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT DE LA FAIM

Nous faisons fausse route pour atteindre l'objectif de développement durable numéro 2 «Faim Zéro» pour 2030, alors que nous produisons paradoxalement assez pour nourrir la planète⁴.

Après dix années de baisse, la hausse du nombre de personnes en situation de sous-alimentation⁵ est le résultat d'un échec politique à résoudre les problèmes structurels du système agricole et alimentaire mondial⁶, comme l'a analysé Oxfam dans son rapport sur les dix ans de la crise des prix alimentaires, sorti en juillet dernier⁷. **L'Afrique** reste le continent le plus touché par la sous-alimentation, qui frappe presque **21,5 % de la population** (plus de 277 millions de personnes), et même 24,6 % de la population en Afrique subsaharienne.

PARTOUT LE SYSTEME INDUSTRIEL FAIT DES RAVAGES

Au total, **2 milliards de personnes** sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée d'après la FAO, **dont 8% de la population en Europe et Amérique du Nord**⁸.

C'est-à-dire que si on tient compte de toutes les dimensions de la sécurité alimentaire – disponibilité, accès, utilisation et stabilité⁹- c'est près du quart de l'humanité qui ne mange pas à sa faim.

Non seulement le système industriel, qui produit en quantité suffisante, ne permet pas une répartition satisfaisante de la nourriture et des richesses, mais il pose aussi un problème de qualité nutritionnelle des produits. Paradoxalement, il est responsable à la fois d'une augmentation de la faim, mais aussi d'une aggravation de l'obésité. Plus d'un adulte sur huit dans le monde est obèse, soit plus de 672 millions de personnes. L'obésité pourrait coûter 2 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale, un chiffre dû en grande partie à la perte de productivité économique et au coût des soins de santé directs. Par ailleurs, la dénutrition, l'excès pondéral et l'obésité coexistent dans de nombreux pays et rendent complexe la réalisation du droit à une alimentation adéquate.

Les femmes, affamées d'égalité

La sécurité alimentaire revêt des aspects différents pour les hommes et les femmes. Oxfam, dans son rapport «*Inégalités de genre et insécurité alimentaire*», montre que les femmes, qui jouent un rôle crucial dans l'agriculture, nourrissant des centaines de millions de personnes à travers le monde, sont les premières à souffrir de l'insécurité alimentaire.

En effet, les femmes représentent jusqu'à la moitié des producteurs alimentaires dans les pays en développement, mais mangent généralement

moins, en dernier, et moins bien lorsque les ménages sont à court de nourriture. La FAO souligne à ce titre que, partout sur la planète les femmes souffrent davantage d'insécurité alimentaire que les hommes¹⁰.

Par ailleurs, au niveau du foyer, les relations et dynamiques de pouvoir déterminent des pratiques de distribution et de soins différenciées selon le genre, pénalisent la nutrition des filles et des femmes, notamment dans les périodes de pénurie alimentaire. La charge de travail des femmes augmente lors de ces situations de crise, elles doivent mettre en place des stratégies d'adaptation extrêmes. Au niveau sociétal, les normes sociales empêchent les femmes d'accéder aux ressources productives ou financières: **moins de 13% d'entre elles sont propriétaires agricoles**, elles n'ont souvent pas accès aux crédits. Elles occupent souvent les emplois les moins rémunérés, les moins protégés socialement, et sont peu représentées dans les instances de pouvoir politique.

Pourtant, malgré tous ces constats, le soutien politique n'est pas au rendez-vous. Oxfam a analysé les données des projets européens d'aide au développement dans le secteur agricole et montré que, contrairement à la priorité affichée, **seulement 2 à 3 % de l'aide européenne avaient été dédiés à la réduction des inégalités de genre** dans l'agriculture. Pire que de ne pas être à la mesure des ambitions et de maintenir le statu quo, le manque de prise en compte de la dimension genre dans le développement agricole renforce la marginalisation des femmes. En se focalisant sur les agriculteurs « prêts pour le marché », et sur certaines cultures, notamment destinées à l'export, l'aide n'atteint pas les femmes, qui sont pourtant les maillons les plus défavorisés des chaînes de valeur agro-alimentaires.

En plus d'échouer à assurer la sécurité alimentaire de 2 milliards de personnes, en première ligne desquelles se trouvent les femmes, le système alimentaire industriel contribue largement à alimenter la crise climatique, qui elle aussi touche en premier lieu des personnes déjà vulnérables.

2-LE SYSTEME ALIMENTAIRE VICTIME ET BOURREAU DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DES IMPACTS EN AUGMENTATION EXPONENTIELLE

Le rapport du GIEC sur les sols, paru en août dernier, démontre que les changements climatiques sont responsables d'une sécheresse accrue des terres et d'une baisse de leur fertilité, impactant dès lors les rendements, la qualité nutritionnelle des cultures et les prix. Le prix des céréales

notamment pourrait augmenter de 23% dans les 30 prochaines années, une augmentation qui risque de déstabiliser fortement les stocks et réserves alimentaires. La FAO estime, elle, que le nombre de personnes risquant de souffrir de **la faim augmentera de 10% à 20% d'ici 2050** en raison des changements climatiques¹¹. La faim est un problème beaucoup plus présent dans les pays dont le système agricole est très sensible aux variabilités de précipitations et de températures ainsi que lorsqu'une grande partie de la population vit de l'agriculture, ayant une forte exposition aux phénomènes climatiques extrêmes. **Rien qu'au Sahel, 11 millions de personnes ont sollicité une aide alimentaire d'urgence**, à cause notamment des inondations et sécheresses, exacerbées par les changements climatiques.

Partout, la crise climatique menace le droit à l'alimentation¹². Les producteurs voient aussi leurs moyens d'existence réduits à néant¹³. Se retrouvant sans alternative d'adaptation face à des événements climatiques extrêmes qui se multiplient et s'intensifient, un grand nombre d'entre eux sont obligés de quitter leurs terres. Or plus nous attendons pour agir, en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre, notamment en modifiant en profondeur le système agricole et alimentaire industriel¹⁴, plus les impacts de la crise climatique seront forts.

JUSQU'À UN TIERS DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

L'agriculture industrielle alimente la crise climatique. Elle émet du méthane et du protoxyde d'azote, deux gaz au pouvoir chauffant respectivement 25 et 298 fois supérieur à celui du CO₂ (GIEC). Elle contribue à la déforestation, à l'épuisement des ressources naturelles, et est responsable d'accaparements de terres. **De la fourche à la fourchette, un tiers des émissions de CO₂ sont imputables au système agro-alimentaire**, c'est-à-dire en prenant en compte la production (et la déforestation qui y est liée), le stockage, le transport, ou encore le gaspillage de nourriture. Un tiers de la production mondiale est gaspillé, selon la FAO. C'est le modèle agricole et alimentaire industriel qui est en cause, et non pas l'agriculture de subsistance ou tournée vers le marché local, pratiquée par la plupart des paysans dans les pays en développement.

Une énorme part de responsabilité est imputable aux habitudes de consommation dans les pays développés. Les pays riches, excédentaires en protéines (surproduction et surconsommation) **représentent 43 % des émissions mondiales totales provenant de la production de viande et de produits laitiers, alors qu'ils ne représentent que 15 % de la population mondiale**. Ce sont aussi les pays où la plupart des grandes entreprises de viande et de produits laitiers sont implantées, dont les 5 premières mondiales sont ensemble responsables de plus d'émissions annuelles de gaz à effet de serre qu'ExxonMobil, Shell ou BP¹⁵.

Si le statu quo est maintenu, les émissions du système agroalimentaire pourraient **augmenter de 30 à 40% d'ici 2050**¹⁶. Pourtant, modifier notre façon de gérer les terres pour la production alimentaire, et réduire la surconsommation (réduction du gaspillage, transition vers des régimes alimentaires moins carnés) constituent des solutions majeures à la crise climatique.

3-POUR SORTIR DE L'INJUSTICE : AGROÉCOLOGIE ET REDUCTION DES INEGALITES

RELOCALISATION ET DIVERSIFICATION DES SYSTEMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Les Etats doivent développer une nouvelle approche qui allie « faim zéro » et « zéro émission de gaz à effet de serre ». Pour cela, ils doivent encourager l'agroécologie, qui **utilise le savoir paysan**. Il s'agit de tirer le meilleur de la nature, sans la dégrader, tout en augmentant les rendements : **diversité de cultures** sur une même parcelle, utilisation de semences adaptées à un terroir, couvert végétal permanent des sols, intégration d'arbres ou de haies dans et autour de surfaces cultivées, présence d'élevage et de cultures agricoles dans un même territoire. L'agroécologie est à la fois une **solution d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation** : elle stocke du carbone dans les sols et renforce la résilience des paysannes et paysans face aux chocs climatiques.

Ce sont souvent les femmes qui mettent en place des pratiques agroécologiques. Rien qu'en mettant fin aux inégalités de genre dans l'agriculture, la FAO estime que les femmes pourraient **augmenter leur production de 20 à 30%**, ce qui contribuerait à réduire de 150 millions le nombre de personnes souffrant de la faim. Leur potentiel, dans la lutte contre la crise climatique et pour la sécurité alimentaire, est largement ignoré.

Il est aussi nécessaire d'aller vers une consommation locale. **Sur les 65 pays** où les effets récents des fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition se sont fait le plus durement sentir en 2018, **52 sont fortement tributaires des exportations et/ou des importations** de produits de base. La dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires est associée à une augmentation de l'insécurité alimentaire de 8% par an. L'agroécologie est aussi un mouvement social, et vise à replacer les paysan.ne.s au cœur des tissus économiques en encourageant les circuits courts et les systèmes alimentaires territorialisés. Le but est de permettre aux agriculteur.ice.s de **vivre dignement de leur métier**, en produisant une alimentation de qualité, partout dans le monde.

LEVER LES OBSTACLES A UN FUTUR DURABLE

Pour investir dans les approches agroécologiques, **il faut en parallèle mettre fin à l'agriculture industrielle destructrice**. Elle est un obstacle au développement de l'agroécologie puisqu'elle accapare les ressources naturelles et financières, pollue et détruit les écosystèmes, et empêche les petit.e.s producteur.ice.s de s'en sortir économiquement¹⁷.

Ce ne sont pas des changements à la marge qui permettront au système alimentaire mondial de se rééquilibrer. Il est impossible de nier les **interdépendances entre les agricultures et les conséquences à l'étranger de notre consommation dans les pays développés**. Il est urgent de repenser en profondeur nos modes de production agricoles et de distribution alimentaire, dans le respect de la nature et de l'humain.

FINANCER L'ADAPTATION

Aujourd'hui, **les petites fermes produisent 70% de l'alimentation** mondiale tout en occupant moins de 1/4 des terres à l'échelle globale. Et elles émettent extrêmement peu de gaz à effet de serre. Elles nourrissent la planète et subissent des impacts climatiques dont elles ne sont pas responsables. Or elles ne sont pas assez soutenues : si l'ensemble du financement public de l'adaptation actuellement versé était réparti entre les paysan.ne.s des pays en développement, ces femmes et ces hommes ne recevraient que **2,8 euros chacun par an** pour se protéger des inondations, des sécheresses et autres phénomènes extrêmes – **le prix d'un café dans de nombreux pays riches**¹⁸.

RECOMMANDATIONS

- Tous les Etats doivent privilégier les investissements dans l'agriculture familiale et paysanne, secteur dont la croissance s'est révélée **2 à 4 fois plus efficace** pour réduire la faim et la pauvreté que n'importe quel autre secteur.
- La France doit s'engager à mettre en œuvre des mesures de soutien, y compris financier, aux agricultures paysannes et familiales et à la transition agro écologique, telle qu'affirmé par la France dans différents documents d'orientation stratégique.
- La France doit augmenter la part de l'APD consacrée au secteur agricole (5.8% en 2017), proportionnellement à une augmentation de l'APD globale, et dédier les 400 millions d'euros annuels que la France consacre à la sécurité alimentaire dans les pays du Sud, au renforcement des agricultures paysannes et familiales basées sur des **pratiques agro écologiques et à la réduction des inégalités hommes-femmes** dans ce secteur, en veillant à ce qu'au moins 85 % des projets d'adaptation aient pour objectif l'égalité hommes-femmes.
- La France doit stopper les financements à des projets d'agrobusiness qui contribuent à marginaliser les paysannes et paysans,

accaparent des terres, et aggravent la crise climatique. Les financements doivent en priorité **soutenir l'adaptation des plus vulnérables aux changements climatiques.**

TEMOIGNAGES

Dans la région du Somali en Ethiopie, un projet mené par Oxfam vient en aide aux communautés pastorales afin qu'elles puissent diversifier leurs moyens d'existence pour avoir un accès constant et en quantité suffisante à l'eau et à la nourriture.

L'Ethiopie est depuis longtemps exposée aux effets sévères des changements climatiques, mettant en difficulté la population, et en particulier les éleveurs. En effet, les sécheresses récurrentes conduisent à une pénurie d'eau et donc à une pression sur les ressources naturelles nécessaires pour subvenir aux besoins des populations. Seuls 15% des éleveurs disposent d'une source de revenus alternative, ce qui les oblige donc à migrer à la recherche de nouveaux pâturages.

Dans le cadre du projet mené dans le Somali, plusieurs activités ont pour but d'aider les communautés locales à faire face aux changements climatiques. Il permet de :

- Fournir aux ménages des variétés de cultures adaptées et plus résistantes à la sécheresse et aux ravageurs, et les former pour qu'ils obtiennent les meilleurs rendements possibles.
- Construire des dispositifs d'irrigation pour soutenir la production des ménages (cultures vivrières et fourragères pour les animaux).
- Fournir aux éleveurs des outils, des semences et une formation pour leur permettre à la fois de produire de l'alimentation pour leurs animaux, mais aussi de cultiver ce qui est nécessaire à leurs propres besoins alimentaires. Les éleveurs bénéficient aussi de soutien dans la commercialisation locale de leurs produits, afin de dégager un profit suffisant pour couvrir leurs besoins lors des périodes de pénurie.

Hudon, 40 ans : « La dernière fois qu'il a plu, c'était il y a 8 mois »

Hudon a intégré un projet d'agriculture Oxfam en Ethiopie, aidant les éleveurs qui luttent contre la sécheresse à diversifier leurs sources de revenus.

Elle raconte les difficultés rencontrées avec le pastoralisme, et les raisons qui l'ont amenée à intégrer ce programme.

« Avant, je vivais en brousse, loin d'une ville ou d'un village, pour y élever 14 chèvres. Lorsque c'était la bonne saison, notre troupeau était bien nourri et donnait beaucoup de lait. Nous pouvions vendre une partie du bétail pour gagner un peu d'argent et acheter de la nourriture à nos enfants. Nous mangions et nos enfants étaient en bonne santé.

Mais récemment les sécheresses sont devenues récurrentes et prolongées. La vie est devenue difficile car le pastoralisme est un mode de vie qui dépend de la pluie. Certains mois, il n'y avait ni eau ni nourriture. Nous étions déshydratés et malnutris. Je n'ai pas les mots pour décrire à quel point c'était dur. Je veux que mes enfants aient un avenir meilleur, qu'ils puissent apprendre, étudier, et ne pas souffrir comme ça a été mon cas.

Maintenant notre état d'esprit est différent depuis que nous avons intégré la ferme il y a quelques mois. Ma vie et celle de mes 7 enfants a changé de manière positive. Nous récoltons, vendons et avons de l'argent avec lequel nous pouvons acheter de la nourriture, plus nutritive. Mes enfants ont aussi l'opportunité d'apprendre, notamment à cultiver.

Mais ce que nous gagnons ne nous permet pas d'investir dans la ferme. Nous aurions par exemple besoin d'un puits en plus. Et nous voudrions cultiver d'autres parcelles ».

Hassana, 60 ans : « Je n'étais pas pauvre en tant qu'éleveuse, mais avec la sécheresse je le suis devenue »

Autrefois éleveuse, Hassana a été obligée de réorienter son activité professionnelle vers l'agriculture du fait d'épisodes de sécheresse répétés, et d'un appauvrissement.

Elle raconte ce qui l'a poussée à quitter le mode de vie pastoral, et à intégrer il y a 7 mois le programme d'Oxfam pour se former en agriculture et obtenir des semences.

« Pendant longtemps, avec mon mari, j'ai été éleveuse de chèvres. Mais la vie d'éleveur nomade est dure. Pendant la saison des pluies, nous gagnions un bon revenu mais les sécheresses nous faisaient ensuite vivre une période difficile. Il y a 5 ans, la sécheresse tua beaucoup de bétail. Alors que j'avais des vaches, des chameaux et des chèvres, seules quelques chèvres ont survécu. Mes voisins ont aussi perdu beaucoup d'animaux.

Ma situation s'est encore aggravée quand mon mari est décédé. J'ai alors essayé de cultiver du maïs mais ça n'a pas fonctionné parce que cette culture dépend elle aussi de la pluie.

Je suis alors arrivée ici, dans la région du Somali où, avec le soutien d'Oxfam, j'ai appris à planter des semences et à installer des lignes d'irrigation. Nous avons aussi un puits qui nous permet d'avoir de l'eau à tout moment et beaucoup de culture. J'ai planté de l'herbe du Soudan pour nourrir les animaux, et je cultive aussi des tomates et des oignons. Nous avons fait une bonne récolte.

Mon mari aurait aimé me voir cultiver la terre. Le matin, je gère la ferme et l'après-midi je m'occupe du bétail. A mon avis, sans les outils et le soutien, nous ne pourrions rien faire de tel qu'aujourd'hui. Nous serions en train d'attendre la pluie ou obligés de nous déplacer pour faire pâturer les animaux.

Cette vie est meilleure. Quand j'étais éleveuse nomade, mes enfants ne pouvaient pas recevoir d'éducation. Maintenant, l'une de mes filles est installée à Aysha, travaille dans le domaine de la santé et est indépendante financièrement ».

Contact presse :

Noélie Coudurier, responsable de campagne climat et sécurité alimentaire, Oxfam France : 06 17 34 85 68, ncoudurier@oxfamfrance.org

Des photographies haute définition et des témoignages sont disponibles sur demande.

¹ FAO, SOFI 2019 <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/>

² AO, SOFI 2019 <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/>

³ GIEC, *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 2019 <https://www.ipcc.ch/report/srcl/>

⁴ Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, 2014 http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20140310_finalreport_fr.pdf

⁵ FAO, SOFI 2019

⁶ La libéralisation à outrance des échanges commerciaux agricoles, la concentration des acteurs agro-alimentaires dans les mains de quelques multinationales, la marginalisation des agriculteurs familiaux, des investissements publics dans l'agriculture en berne et la baisse de l'aide pour le développement dans l'agriculture familiale et paysanne.

⁷ Oxfam, « Inégalités de genre et insécurité alimentaire : Dix ans après la crise des prix des denrées alimentaires, pourquoi les agricultrices souffrent-elles encore de la faim ? », 2019 https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/07/French_Women_Food_Insecurity_Report_WEB.pdf

⁸ FAO, SOFI 2019

⁹ La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Elle se compose de quatre dimensions : la disponibilité physique des aliments, l'accès physique et économique des aliments, l'utilisation des aliments et la stabilité dans le temps des trois autres dimensions. Pour que la sécurité alimentaire soit assurée, les quatre dimensions doivent être assurées simultanément.

¹⁰ FAO, SOFI 2019

¹¹ FAO, SOFI 2018

¹² L'exposition à la sécheresse semble être associée à des effets encore plus spectaculaires et à plus long terme sur la sécurité alimentaire. Les pays d'Afrique subsaharienne classés comme étant sensibles à la sécheresse ont vu leur taux de prévalence de la sous-alimentation augmenter, passant de 17,4 pour cent à 21,8 pour cent au cours des six dernières années, alors que, sur la même période, la PoU baissait (de 24,6 pour cent à 23,8 pour cent en moyenne) dans les autres pays de la région. FAO, SOFI 2019.

¹³ Voir les témoignages d'éleveuses, en Ethiopie, en fin de note.

¹⁴ La responsabilité des pays développés est à cet égard très importante : les 10% les plus riches de la planète sont responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/mb-extreme-carbon-inequality-021215-fr.pdf

¹⁵ GRAIN & Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), *Emissions impossibles*, juillet 2018 https://www.iatp.org/sites/default/files/2018-07/Emissions_impossible_FR_web.pdf

¹⁶ GIEC, *Rapport spécial sur les terres*, 2019

¹⁷ Par exemple, les exports de lait en poudre dus à une surproduction européenne représente une concurrence déloyale envers les éleveurs laitiers, notamment en Afrique de l'Ouest : https://www.nexportonspasnosproblemes.org/wp-content/uploads/2019/04/R%C3%A9sum%C3%A9_Dossier_Campagnelait_FR.pdf

¹⁸ <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620870/mb-who-takes-the-heat-230919-fr.pdf>

© Oxfam France Octobre 2019

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter ncoudurier@oxfamfrance.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.